

PRISE DE POSITION DE L'AMM POUR QUE LES GOUVERNEMENTS DU MONDE FASSENT DE LA SANTÉ HUMAINE UNE PRIORITÉ DE LEURS POLITIQUES

Adoptée par la 74^{ème} Assemblée générale de l'AMM, Kigali, Rwanda, octobre 2023

PRÉAMBULE

Pour concentrer les actions d'amélioration de la santé là où elles sont les plus nécessaires, il est essentiel de comprendre que les conditions dans lesquelles se déroulent les premières années de vie peuvent avoir des conséquences sur la santé d'une personne dans les années ultérieures et que les principaux déterminants de la santé se jouent hors du système de soins de santé. Cela est confirmé par le paragraphe 11 de l'observation générale n° 14 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et par l'article 24 de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui reconnaissent tous deux l'importance du rôle de l'État dans l'instauration de bonnes conditions de vie et d'un environnement sain pour ses citoyens. La déclaration d'Oslo de l'AMM sur les déterminants sociaux de la santé et sa prise de position sur le développement durable reconnaissent que les conditions dans lesquelles les gens naissent, grandissent, sont éduqués, vivent, travaillent et vieillissent (parfois dénommés déterminants « plus larges » ou « sociaux ») constituent des influences essentielles sur l'espérance de vie en bonne santé, la qualité de vie^[j] et l'ampleur des inégalités de santé.

La santé humaine constitue un composant fondamental de la capacité d'une nation à prospérer. Une santé humaine déclinante nuit à la productivité de la nation et donc à son économie, ce qui par suite restreint de nombreuses mesures destinées à prévenir la maladie et à dispenser des soins de santé pour la traiter.

Dès lors, s'il incombe aux praticiens de la santé de préserver et d'améliorer la santé humaine, ils partagent cette responsabilité avec de nombreux acteurs. Par exemple de nombreux services gouvernementaux ont la capacité d'influer sur ces déterminants plus larges de la santé.

L'une des difficultés majeures de la recherche de prospérité pour améliorer la santé de la population réside dans le souci des décideurs de privilégier des indicateurs économiques à court terme, le produit national brut (PNB) et le revenu national brut (RNB), qui sont les principaux moteurs des politiques gouvernementales.

L'investissement dans la santé de la population a des conséquences économiques positives à long terme, mais l'accent mis sur le PNB et le RNB se traduit souvent par des politiques préjudiciables à la santé. De nombreuses activités qui contribuent à la croissance du PNB/RNB, comme le fait de fumer ou l'utilisation d'énergies fossiles, nuisent à la santé. À l'inverse, des pratiques comme l'allaitement ou le soin aux enfants améliorent la santé, mais ne sont pas prises en compte dans le calcul du PNB.

RECOMMANDATIONS

Consciente de ces éléments, l'Association médicale mondiale et ses membres constituants, au nom des médecins qui les composent, appellent les gouvernements :

1. à reconnaître que des systèmes de santé opérationnels et accessibles à tous sont importants, mais que les principaux déterminants de la santé et du bien-être ne dépendent pas des soins de santé ;
2. à mettre la santé et le bien-être de la population au cœur de leurs politiques et à intégrer les données relatives à la santé et au bien-être de la population dans les mesures du progrès et de la performances nationaux ;
3. à reconnaître que la préservation et le maintien de la santé et du bien-être de la population sont essentiels à un avenir durable ;
4. à promouvoir la lutte contre les inégalités et une meilleure équité en santé dans toutes les sphères, en soutenant les actions qui ciblent les déterminants majeurs de la santé.

[j] <https://www.wma.net/fr/policies-post/declaration-doslo-de-lamm-sur-les-determinants-sociaux-de-la-sante/>

